



UNIVERSITÉ
LUMIÈRE
LYON 2

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le musée des Confluences, établissement public de coopération culturelle, créé le 2 avril 2014 par arrêté préfectoral, dont le siège social est situé 86, quai Perrache 69002 Lyon, représenté par Madame Hélène Lafont-Couturier, directeur, ci-après désigné par « **musée des Confluences** », d'une part.

ET

L'Université Lumière Lyon 2, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé 18 quai Claude Bernard, 69365 LYON CEDEX 07, représentée par sa présidente, **Madame Nathalie DOMPNIER**, ci-après désigné par « **l'ULL2** » d'autre part.

Pour le compte de l'UFR « Temps et Territoires » comprenant les départements de Géographie et Aménagement, Histoire, Histoire de l'Art et Archéologie, Tourisme et Urbanisme sont ci-après désignés par « **l'UFR** ».

Préambule

Édifice unique par son point de vue sur la confluence et son architecture ; projet inédit dans l'univers varié des musées ; lieu de rencontres dédié à la connaissance et au merveilleux, le musée des Confluences initié par le Département du Rhône a ouvert ses portes le 20 décembre 2014.

Au-delà d'un emplacement géographique qui le définit, le musée des Confluences est une philosophie de la rencontre, un goût de l'échange, une intelligence de regards croisés. Il a pour ambition d'interroger le « temps long » de l'aventure humaine, seul à même d'aider à comprendre la complexité du monde et d'assurer sa mission fondamentale de diffusion de la connaissance. Issus de collections faites de curiosités infinies et constituées depuis le XVII^{ème} siècle, les trésors du musée sont mis en récits, répondant à nos interrogations existentielles et sociales par-delà des classifications par disciplines.

Le musée des Confluences éveille la curiosité et, par l'émotion et l'émerveillement, invite au savoir.

ARTICLE 1 : OBJET DU PARTENARIAT

L'Université Lumière Lyon 2 et le musée des Confluences souhaitent travailler-ensemble sur un certain nombre de projets définis par la présente convention de manière générale.

Un document intitulé « action spécifique » annexé (annexe 1) à la présente convention précise les conditions de réalisation de chacune des actions envisagées et présentées à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 2 – PRINCIPES APPLICABLES AU PARTENARIAT

L'article L811-1 du Code de l'Education reconnaît aux étudiant.es la liberté d'expression dans des conditions qui ne portent pas atteinte aux activités d'enseignement et qui ne troublent pas l'ordre public. Les étudiant.es sont notamment libres d'exprimer leurs convictions religieuses, mais s'abstiennent de tout acte de prosélytisme.

Les actions spécifiques mises en œuvre (annexe 1) au titre de la présente convention s'inscrivent dans le respect des dispositions susvisées.

ARTICLE 3 : CHAMPS D'INTERVENTION

De par la variété de sa collection et des thématiques qui y sont développées, le musée des Confluences peut être un véritable support et prolongement à certains enseignements prodigués par les différents départements de l'UFR.

A ce titre, un certain nombre d'actions spécifiques pourront avoir lieu notamment dans les domaines suivants :

- Médiation culturelle et expérience de visite
- Tourisme et marketing
- Recherche scientifique
- Diffusion des savoirs

ARTICLE 4 : INTERLOCUTEURS DEDIES

Chaque partie désigne un responsable scientifique chargé de la supervision de la présente collaboration.

Pour le musée des Confluences : Magali MORET, Responsable du service médiation et programmation culturelles

Pour l'UFR : Valia FILLOZ, Directrice du département Tourisme, PRCE Sciences de l'Information et de la Communication en Tourisme, spécialiste des médiations laboratoire Triangle ENS du CNRS, Responsable Licence Professionnelle Guide-Conférencier (LPGC), Responsable Licence Professionnelle Tourisimes Alternatifs et Médiations Expérientielles (LPTAME)

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DE LA COLLABORATION

5.1 - Règles générales

Au sein de chaque action spécifique, les parties détermineront leur niveau de participation au projet, ainsi que le calendrier de sa réalisation, qui seront consignés dans un programme.

Chaque partie sera responsable de l'exécution de sa part au projet conformément aux modalités arrêtées dans le programme.

Chaque partie s'engagera à mettre tout en œuvre pour exécuter sa part du projet en y consacrant notamment tous les moyens nécessaires à cette exécution.

Chaque partie sera tenue de faire part à l'autre partie, dans les meilleurs délais, de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de sa part du projet qui seraient susceptibles d'en compromettre les objectifs.

5.2 - Présence de personnels de l'une des parties dans les locaux d'une autre partie

La présence de personnels de l'une des parties dans les locaux de l'autre partie, pour les besoins d'exécution de la présente collaboration et/ou d'une action spécifique, obéira aux conditions suivantes :

- La présence de personnels devra faire l'objet d'un accord préalable de la partie accueillante, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil, et que tous les frais afférents à ce déplacement seront à la charge de la partie qui emploie ces personnels, sauf convention expresse contraire.
- Les dits personnels devront respecter le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur leur lieu d'accueil qui leur seront communiquées par la partie accueillante.

En tout état de cause, les personnels accueillis demeureront sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de leur employeur qui reste également responsable en matière d'assurances et de couverture sociale.

ARTICLE 6 – FINANCEMENT

Chaque partie supporte seule la charge de ses propres dépenses.

En cas de financements extérieurs, chaque partie aura la responsabilité du budget qui lui revient pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées par le tiers payeur.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE

Les parties s'engagent à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit, sans accord écrit de l'autre partie, les informations de quelques natures qu'elles soient dont elles pourraient avoir eu connaissance de l'autre partie à l'occasion de l'exécution de l'objet du présent accord et ou des actions spécifiques en annexe 1, et ce tant que lesdites informations n'auront pas été protégées par un droit de propriété intellectuelle ou ne seront pas tombées dans le domaine public. Cette disposition est sans effet si la partie concernée peut apporter la preuve :

- Qu'elle avait déjà connaissance desdites informations avant la date de signature des présentes
- Que ces informations ont fait l'objet d'une publication, d'une communication,
- Ou qu'elles sont tombées dans le domaine public.

Les dispositions du présent article demeureront en vigueur nonobstant l'échéance du contrat.

Il est convenu que les dispositions du présent article ne pourront faire obstacle à l'obligation qui incombe aux chercheurs des Etablissement publics d'établir un rapport d'activité pédagogique.

ARTICLE 8 : TECHNOLOGIES, SAVOIR-FAIRE

Les technologies, méthodes, savoir-faire, données de toute nature mis à disposition d'une partie par l'autre dans le cadre de la présente convention et/ou des actions spécifiques restent sa propriété et ne pourront donner lieu à publication sous quelque forme que ce soit qu'après accord express du détenteur des droits.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITE CIVILE

Les parties assument toutes les conséquences de la responsabilité civile qu'ils encourent envers les tiers et leurs ayant-droits, en application du droit commun, en raison de tout dommage corporel ou matériel causé aux tiers par leur personnel ou leur matériel ainsi que par le personnel ou matériel placés sous leur direction ou leur garde.

En cas d'accident concernant un agent de l'une des parties, l'autre partie l'avertit dans les délais les plus brefs.

ARTICLE 10 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle prendra effet à compter de la date de la signature des deux parties. Dans les 3 mois qui précèdent son expiration, les signataires de la convention se réuniront pour établir les modalités de son renouvellement écrit.

ARTICLE 11 : AVENANT

Au cours des trois ans de ce partenariat, toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent texte devra faire l'objet de négociation entre les signataires, et sera explicitée au moyen d'un avenant écrit applicable pour la durée résiduelle d'application de la convention.

ARTICLE 12 : RESILIATION

Moyennant un préavis écrit de 3 mois sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre, une partie peut résilier le présent accord. Cette résiliation n'aura pas d'effet rétroactif.

ARTICLE 13 : CONTENTIEUX

Toute contestation ou tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera porté, à défaut d'un accord amiable entre les parties, devant le tribunal administratif de Lyon, à qui elles attribuent juridiction.

Fait à Lyon le

Pour le musée des Confluences

Pour L'Université Lumière Lyon 2

Madame Nathalie DOMPNIER, Présidente

ANNEXE 1 – ACTION SPÉCIFIQUE

« Méthodologie et collaboration

sur la professionnalisation des guides-conférenciers »

Objectifs :

- Amener les étudiants à élaborer un discours interprétatif de qualité apte à satisfaire les publics et en particulier celui du musée ainsi que les professionnels des champs culturels, patrimoniaux et touristiques
- Amener les étudiants à acquérir des savoirs relatifs aux patrimoines historiques, artistiques, littéraires, géographiques de la France et de l'Europe et notamment liés aux collections du musée des Confluences
- Favoriser l'observation, l'analyse de terrains et de problématiques liées à l'exercice du métier de Guide-Conférencier
- Favoriser l'apprentissage de la méthodologie du commentaire d'œuvres et étude de la muséographie

Publics concernés :

- Les étudiants de la licence professionnelle mention guides-conférenciers, parcours Guide-Conférencier-Médiateur culturel au sein de l'UFR Temps et Territoires
- Les enseignants membre de l'UFR
- Les équipes du pôle scientifique du musée des Confluences

Par ailleurs, le musée des Confluences se réserve le droit d'inviter tout professionnel pour intégrer l'action spécifique afin d'y apporter son savoir-faire.

Mise en œuvre :

Les étudiants de la licence professionnelle mention guides-conférenciers parcours Guide-Conférencier-Médiateur culturel sont amenés chaque année à visiter plusieurs fois le musée des Confluences durant l'année universitaire, dans le cadre de mise en situation et d'examens.

Les visites autonomes, effectuées dans le cadre de cette action spécifique sont gratuites pour les étudiants et les professeurs dont la liste aura été préalablement envoyée au musée. Ces personnes disposeront d'un « pass annuel » gratuit pour pouvoir accéder sans contraintes aux expositions.

Ces visites peuvent être accompagnées par des membres de l'équipe scientifique ou de l'équipe du service médiation et programmation culturelles du musée en présence d'un ou plusieurs professeurs de la licence professionnelle qui sera chargé de guider les étudiants et de les aider à lier les éléments théoriques appris en cours à la phase pratique. Le contenu de ces visites peut être préparé en lien avec les équipes du musée des Confluences. Un exposé de la politique générale et stratégique de développement du musée des Confluences pour le tourisme ou la médiation peut être programmé.

Un représentant du musée participera au jury de professionnels concernant la validation des examens des étudiants de la licence professionnelle concernée, apportant ainsi l'expertise de l'institution dans le cursus universitaire.

Echéancier :

Septembre/octobre :

- Le musée des Confluences s'engage à transmettre les ressources nécessaires à la préparation de l'année universitaire
- L'UFR s'engage à fournir la liste des étudiants et des enseignants et toutes les informations nécessaires à la bonne exécution de l'action spécifique

D'octobre à avril :

- Le musée accueille les étudiants lors des sessions de travail avec leurs enseignants

Avril/mai :

- Le musée des Confluences s'engage à accueillir l'examen des guides-conférenciers

Juin :

- L'UFR s'engage à faire parvenir au musée les travaux effectués pour l'année en cours.

Il est entendu que le musée des Confluences souhaite bénéficier d'une restitution des travaux effectués et de toutes productions réalisées lors de cette action spécifique et pouvant constituer une ressource profitable aussi bien au musée qu'à ses publics.